

Les « plus » de l'approche Résilience prônée par l'alliance AGIR Hassane Mamoudou, Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, Niger

Au Niger, la déclinaison de la feuille de route d'AGIR, en particulier l'exercice de formulation et de mise en œuvre des Priorités Résilience Pays, a été une occasion pour renforcer la dimension « Résilience » de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». Ceci c'est traduit par une prise en compte plus explicite i) des mécanismes de protection sociale susceptibles de lutter contre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, ii) de la prévention de la malnutrition chronique et iii) des dispositifs de dialogue et de gouvernance rassemblant, de manière inédite, des acteurs de développement et des acteurs humanitaires, en particulier pour améliorer la coordination des interventions de le domaine de la résilience, du ciblage des zones et des groupes vulnérable et la mise en place d'un cadre de résultat et de suivi-évaluation commun. La résilience est ainsi placée comme un objectif central de l'Initiative 3N et surtout de lutte contre la pauvreté et la faim. Une diversité d'acteurs se mobilise ainsi pour des objectifs convergents visant à réduire les effets des catastrophes naturelles, prévenir les crises alimentaires futures mais surtout adresser les causes structurelles des vulnérabilités.

Le deuxième apport important est la reconnaissance et la concentration des efforts sur la lutte contre la vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui affecte une frange importante de la population, estimée à 20 à 25% des ménages ruraux. Jusqu'à récemment, les crises alimentaires et nutritionnelles étaient considérées comme des phénomènes épisodiques et transitoires qui trouvaient leur solution dans la survenance d'une bonne récolte. Ce paradigme a été battu en brèche. En effet, on sait aujourd'hui que la situation de très nombreux ménages ne dépend pas exclusivement des résultats d'une campagne agricole, parce qu'ils n'ont pas accès (ou ont un faible accès) aux facteurs de production par exemple, ou encore que leurs revenus sont trop instables et précaires, ne leur permettant pas de s'approvisionner au niveau des marchés. Cette catégorie de la population est constituée pour une large partie de ménages d'agriculteurs, d'éleveurs et d'agropasteurs pauvres avec un accès limité aux facteurs de production, à une très faible capacité d'investissement, exclus de l'accès au financement, au marché, et autres opportunités de développement, de travailleurs agricoles précaires, de personnes vivant avec un handicap ou une maladie chronique ou des chômeurs, etc. Pour s'attaquer à cette situation, des interventions ponctuelles ne peuvent suffire, il faut promouvoir des mesures et des actions vigoureuses d'adaptation et d'accompagnement des communautés pour améliorer leur situation économique et les sortir de la pauvreté afin d'être moins vulnérables à l'effet des chocs et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit d'investissements consistant et un engagement des appuis sur le moyen et long terme permettant une reconstitution ou un renforcement ainsi que la protection de leurs moyens d'existence.

SEMAINE DU SAHEL & DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

26—30 octobre 2015 — Milan, Italie

EXPO
2015

Le processus AGIR, à travers sa démarche participative et inclusive, a été une occasion de mobiliser à la fois les acteurs du développement et de l'action humanitaire et les acteurs politiques pour réfléchir ensemble sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les approches d'interventions appropriées pour y faire face durablement. De ces échanges, il est ressorti la nécessité de construire sur des expériences pratiques ayant fait leur preuve et de les mettre à l'échelle pour accélérer l'éradication des différentes formes de vulnérabilité (chronique, transitoire et cyclique) à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et optimiser les investissements. Il s'agit là d'une autre façon de faire le développement qui repose sur le constat selon lequel les interventions d'urgence, même si elles demeurent encore nécessaires ponctuellement pour sauver des vies humaines, sont insuffisantes pour inverser les tendances lourdes actuelles. Pour changer durablement la situation, il faut donc évoluer vers une approche plus intégrée, multisectorielle et un engagement dans la durée.

L'appui aux groupes vulnérables, jadis perçu uniquement sous l'angle de l'assistanat et de la dépendance à l'aide, doit davantage être considéré comme une reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens nigériens, notamment à travers la mise en œuvre effective des articles de la Constitution garantissant la Protection Sociale aux groupes vulnérables ou encore consacrant le Droit à l'Alimentation. Ce changement de vision est un progrès majeur et une condition essentielle pour sortir du cycle sans fin des crises alimentaires et nutritionnelles et garantir un développement durable et inclusif pour le Niger.

Hassane Mamoudou est Conseiller Technique au Haut-Commissariat à l'Initiative 3N du Niger.